



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 17 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 11 septembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. BAILLARGEAT à Mme QUERAL, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. MONMARCHON à M. RIMARK, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE

Etaient excusés:

M. ELIAS, Mme HOLGADO, M. GABARD, Mme LANDAIS

Etait absent:

M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme DUBOURG est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 18

Conseillers votants : 22

Pour : 21

Contre : 0

Abstention : 1

11 – INSTITUTION D'UNE TAXE ANNUELLE SUR LES FRICHES COMMERCIALES

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La ville de Blaye, à l'instar de nombreuses communes, présente un certain nombre de locaux commerciaux vacants.

Dans l'objectif notamment de lutter contre cette problématique et ainsi revitaliser le centre ville et assurer un dynamisme économique, par délibération du 2 juillet 2019, la ville a engagé, avec différents partenaires, un diagnostic de territoire et de coordination des démarches locales.

En parallèle de cette démarche, il est possible en application du Code Général des Collectivités Territoriales et du Code Général des Impôts (notamment l'article 1530), d'instituer une taxe annuelle sur les friches commerciales.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

- d'instituer la taxe annuelle sur les friches commerciales,
- d'appliquer le taux légal (majoré) de 10% (jusqu'à 20%) la première année, 15% (jusqu'à 30%) la seconde année et 20 % (jusqu'à 40%) à compter de la troisième année d'imposition,
- d'autoriser M le Maire à notifier cette décision aux services préfectoraux et à communiquer chaque année à l'administration fiscale, avant le 1^{er} octobre de l'année qui précède l'année d'imposition, la liste des biens susceptibles d'être concernés par la taxe.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 9 septembre 2019 et a émis un avis favorable.

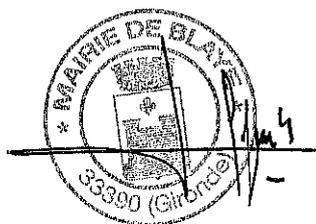
Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai

de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 20/09/19
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20190917-59790-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK



Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 17 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 11 septembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. BAILLARGEAT à Mme QUERAL, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. MONMARCHON à M. RIMARK, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE

Etaient excusés:

M. ELIAS, Mme LANDAIS, M. GABARD, Mme HOLGADO

Était absent:

M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme DUBOURG est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Pour : 22

Conseillers présents : 18

Contre : 0

Conseillers votants : 22

Abstention : 0

12 – DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET PRINCIPAL M14 N°2

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibération du 26 mars 2019, le Conseil Municipal a approuvé le Budget Principal M14.

Il est nécessaire d'y apporter les modifications suivantes :

Chapitre	Gestion de crédit	Article	Opération	Service	Fonction	Designation	Dépenses		Recettes	
							réelles	ordre	réelles	ordre
SECTION DE FONCTIONNEMENT										
Dépenses de fonctionnement										
023	GNA	023			01	Virement à la section d'investissement		120 091,65€		
022	GNA	022			01	Dépenses imprévues	15 859,75€			
Recettes de fonctionnement										
73	GNA	73211			01	Attribution de compensation			10 558,75€	
73	GNA	73223			01	Fonds de péréquation des ressources communales et inter-communales			5 301,00€	
042	GNA	7817			01	Reprise sur provisions pour dépréciation des actifs circulants				120 091,65€
Sous-total section de fonctionnement							15 859,75€	120 091,65€	16 859,75€	120 091,65€
Total de la section de fonctionnement							135 951,40 €		135 951,40 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT										
Dépenses d'investissement										
020	GNA	020			01	Dépenses imprévues	-4 888,00€			

20	EV	2051		EV	212	Concessions et droits similaires	500,00€		
20	EM	2051		EM	212	Concessions et droits similaires	500,00€		
21	COM	2188		COM	023	Autres immobilisations corporelles	211,00€		
21	PM	2183		PM	112	Matériel de bureau et matériel informatique	1 167,00€		
21	CTM	2188		VOI	821	Autres immobilisations corporelles	3 010,00€		
040	GNA	4912			01	Provisions pour dépréciation des comptes de redevables		120 091,65€	
Recettes d'investissement									
13	GNA	1311		EM	212	Subvention d'investissement Etat Etablissements nationaux			500,00€
021	GNA	"021			01	Virement de la section de fonctionnement t			120 091,65€
Sous-total section d'investissement							500,00€	120 091,65€	500,00€ 120 091,65€
Total de la section d'investissement								120 591,65 €	120 591,65 €

Il est demandé au Conseil Municipal d'accepter ces ajustements.

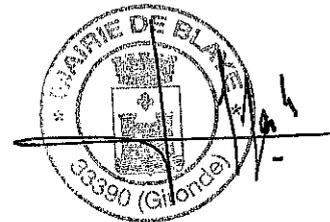
La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 9 septembre 2019 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 20/09/19
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20190917-59798-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK





EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 17 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 11 septembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Étaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

Étaient excusés et représentés par pouvoir:

M. BAILLARGEAT à Mme QUERAL, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. MONMARCHON à M. RIMARK, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE

Étaient excusés:

M. ELIAS, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, M. GABARD

Était absent:

M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme DUBOURG est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 18

Conseillers votants : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 0

13 – REPRISE SUR PROVISION DANS LE DOSSIER MARET

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

En 2001, une provision pour risque de 175 775,09 € a été constituée à l'encontre de monsieur MARET concernant son accident survenu le 17 juin 1945.

Des reprises ont été réalisées en :

- 2003 : pour un montant de 4 412,93 €
- 2006 : pour un montant de 8 411,58 €
- 2015 : pour un montant de 23 658,93 €
- 2016 : pour un montant de 4 400,00 €
- 2017 : pour un montant de 4 400,00 €
- 2018 : pour un montant de 5 200,00 €

En 2019, le créancier a reversé la somme de 125 291,65 €

Il est donc proposé au conseil municipal d'effectuer une reprise sur provisions à hauteur de 125 291,65 €.

Cette reprise est prévue au budget principal M14, sur les comptes :

- Recette de fonctionnement : 7817 « reprises sur provisions pour dépréciation des actifs circulants »
- Dépense d'investissement : 4912 « provisions pour dépréciations comptes redevables ».

Le montant de cette provision restant à recouvrer s'élève donc à 0,00 €.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 9 septembre 2019 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 20/09/19
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20190917-59794-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK





EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 17 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 11 septembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Étaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

Étaient excusés et représentés par pouvoir:

M. BAILLARGEAT à Mme QUERAL, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. MONMARCHON à M. RIMARK, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE

Étaient excusés:

M. ELIAS, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, M. GABARD

Était absent:

M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme DUBOURG est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 18

Conseillers votants : 0

Pour : 0

Contre : 0

Abstention : 0

14 – INFORMATION SUR LES DÉPENSES IMPRÉVUES D'INVESTISSEMENT DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L 2322-2 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES. VIREMENT DE COMPTE À COMPTE DU BUDGET PRINCIPAL M14.

Le Conseil Municipal délibère à

Sujet qui ne donne pas lieu à un vote

Conformément à l'article L.2322-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le crédit pour les dépenses imprévues est employé par le Maire. Ce crédit ne peut être employé que pour faire face à des dépenses en vue desquelles aucune dotation n'est inscrite au budget. A la première séance qui suit l'ordonnancement de chaque dépense, le Maire rend compte au conseil municipal, avec pièces justificatives à l'appui, de l'emploi de ces crédits, soit en l'espèce :

En section d'investissement :

- | | |
|--|--------------|
| • 020 Dépenses imprévues d'investissement | - 4 388,00 € |
| • 2183 Matériel de bureau et matériel informatique | 1 167,00 € |
| • 2188 Autres immobilisations corporelles | 3 221,00 € |

Le virement des dépenses imprévues d'investissement du budget principal M14 est nécessaire pour abonder les comptes :

- 2183 dans le cadre de l'acquisition d'un terminal pour procès-verbal électronique
- 2188 dans le cadre de l'acquisition d'une part d'un panneau aluminium impression numérique pour information commerces et pour la fourniture et la pose d'un massif béton pour ancrage panneau information Rue Dr Boutin, d'autre part.

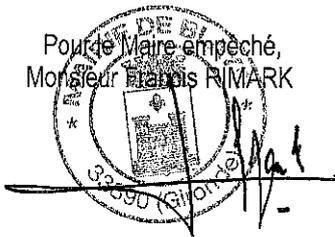
La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 9 septembre 2019 et a émis un avis favorable.

Fait et prend acte en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 20/09/19
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20190917-59796-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Fabrice RIMARK

The image shows a circular official stamp of the Mayor's office. The stamp contains the text 'Mairie de...' and '33390 GIRONDE'. A handwritten signature is written over the stamp. A horizontal line is drawn across the bottom of the stamp.



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 17 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 11 septembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. BAILLARGEAT à Mme QUERAL, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. MONMARCHON à M. RIMARK, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE

Etaient excusés:

M. ELIAS, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, M. GABARD

Etait absent:

M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme DUBOURG est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 18

Conseillers votants : 22

Pour : 18

Contre : 0

Abstention : 4

15 – MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT LIÉ À LA SUBVENTION AUPRÈS DE LA DRAC POUR LA RESTAURATION DE CASERNEMENT DANS LE CADRE DE L'INSTALLATION DE SANITAIRES PUBLICS

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La collectivité peut obtenir des aides concernant l'aménagement de casernement dans le cadre de l'installation de sanitaires publics à l'intérieur de la Citadelle.

Le montant prévisionnel des travaux de 187 186,00 € HT se décompose de la façon suivante :

- 167 163,00 € HT pour les travaux d'aménagement dont 85 100,00 € HT subventionnables
- 20 023,00 € HT pour les frais de maîtrise d'œuvre.

Par décisions n°D/2018/190 du 15 octobre 2018 et n°D/2019/148 du 4 septembre 2019, Monsieur le Maire a sollicité une subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) à hauteur de 40 % du montant HT subventionnable.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le plan de financement ci-dessous défini :

Désignation de la dépense	Montant total HT	Montant total TTC	Montant subventionnable	Montant subvention DRAC	Participation Commune
Travaux	167 163	200 596	85 100	34 040	166 556
Maîtrise d'oeuvre	20 023	24 028	0	0	24 028
TOTAL GENERAL	187 186	224 624	85 100	34 040	190 584

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 9 septembre 2019 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 20/09/19
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20190917-59844-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK





EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 17 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 11 septembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. BAILLARGEAT à Mme QUERAL, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. MONMARCHON à M. RIMARK, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE

Etaient excusés:

M. ELIAS, Mme HOLGADO, M. GABARD, Mme LANDAIS

Etait absent:

M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme DUBOURG est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 18

Conseillers votants : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 0

16 – ARTICLE L 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS DONNÉES AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL - MODIFICATION
--

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibérations du 15 avril 2014 et 3 novembre 2015, le conseil municipal a accordé à M le Maire, sur le fondement de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), pour la durée de son mandat, des délégations afin de simplifier la conduite des tâches administratives de la gestion de la commune.

La loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté et notamment l'article 85 a modifiée l'article L2122-22.

Désormais, le Maire peut se voir déléguer, pour la durée de son mandat, la possibilité de déposer les demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux (alinéa 27 de l'article L2122-22 du CGCT).

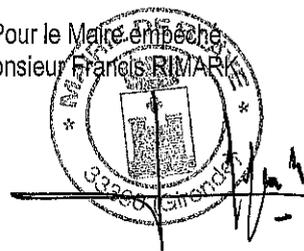
Il est demandé au conseil municipal d'autoriser la délégation supplémentaire définie à l'alinéa 27.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 20/09/19
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20190917-59849-DE-1-1

Pour le Maire empêché
Monsieur Francis RIMARK





EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 17 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 11 septembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.
M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. BAILLARGEAT à Mme QUERAL, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. MONMARCHON à M. RIMARK, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE

Etaient excusés:

M. ELIAS, Mme HOLGADO, M. GABARD, Mme LANDAIS

Etait absent:

M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme DUBOURG est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 18

Conseillers votants : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 0

<p align="center">17 – CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À LA PRESTATION DE SERVICE EN MATIÈRE DE COMMUNICATION - AUTORISATION DU MAIRE À SIGNER</p>
--

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La Communauté de Communes de Blaye (CCB) présente lors de sa cérémonie des vœux un film retraçant les projets et les activités exécutés au cours de l'année.

Afin de le réaliser, la CCB a sollicité la ville de Blaye. Pour ce faire, une convention est nécessaire dans laquelle la commune sera prestataire de service.

La convention est conclue pour la période du 1^{er} octobre au 09 janvier 2020.

La Ville de Blaye facturera à la Communauté de Communes la somme de 2 612,91 €.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de prestation de services correspondante et tous les documents y afférents.

Les recettes seront encaissées au chapitre 70 compte 70688 du budget principal.

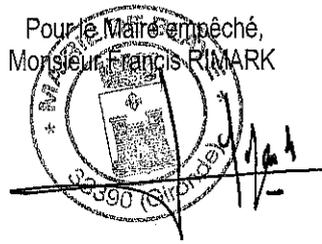
La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 9 septembre 2019 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 20/09/19
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20190917-59884-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK





EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 17 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 11 septembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etai^{ent} présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoint, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

Etai^{ent} excusés et représentés par pouvo^{ir}:

M. BAILLARGEAT à Mme QUERAL, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. MONMARCHON à M. RIMARK, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE

Etai^{ent} excusés:

M. ELIAS, Mme HOLGADO, M. GABARD, Mme LANDAIS

Etai^t absent:

M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme DUBOURG est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 18

Conseillers votants : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 0

18 – TABLEAU DES EFFECTIFS - CRÉATION DE POSTE (AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL)

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Conformément à la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et à la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et aux décrets :

- n° 2016-1382 du 12 octobre 2016 modifiant le décret n° 88-547 du 6 mai 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux.
- n° 2016-1383 du 12 octobre 2016 modifiant le décret n° 88-548 du 6 mai 1988 portant échelonnement indiciaire applicable aux agents de maîtrise territoriaux.

Il est proposé au Conseil Municipal la création au tableau des effectifs d'un poste d'agent de maîtrise principal à temps complet, rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés.

Les crédits seront prévus au budget principal M14 au chapitre 012.

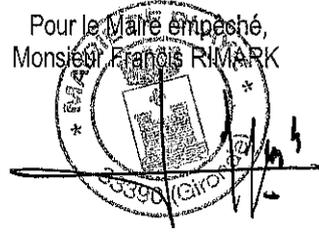
La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 9 septembre 2019 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 20/09/19
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20190917-59750-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK





EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 17 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 11 septembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Étaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

Étaient excusés et représentés par pouvoir:

M. BAILLARGEAT à Mme QUERAL, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. MONMARCHON à M. RIMARK, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE

Étaient excusés:

M. ELIAS, Mme HOLGADO, M. GABARD, Mme LANDAIS

Était absent:

M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme DUBOURG est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 18

Conseillers votants : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 0

19 – TABLEAU DES EFFECTIFS - CRÉATION DE POSTE (BRIGADIER CHEF PRINCIPAL)

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Conformément à la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et à la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et aux décrets :

- n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale.
- n°2017-397 du 24 mars 2017 modifiant le décret n° 2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale.
- n°2017-398 du 24 mars 2017 modifiant l'échelonnement indiciaire applicable aux agents de police municipale.

Il est proposé au Conseil Municipal la création au tableau des effectifs du poste de Brigadier-chef principal à temps complet, rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés.

Les crédits sont prévus au budget principal M14 au chapitre 012.

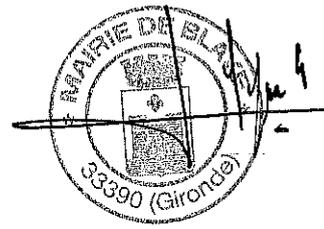
La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 9 septembre 2019 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 20/09/19
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20190917-59752-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK





EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 17 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 11 septembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Étaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoint, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

Étaient excusés et représentés par pouvoir:

M. BAILLARGEAT à Mme QUERAL, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. MONMARCHON à M. RIMARK, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE

Étaient excusés:

M. ELIAS, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, M. GABARD

Était absent:

M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme DUBOURG est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27
Conseillers présents : 18
Conseillers votants : 22

Pour : 22
Contre : 0
Abstention : 0

20 – TABLEAU DES EFFECTIFS - CRÉATION DE POSTE (ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 1ÈRE CLASSE)

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Conformément à la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et à la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et aux décrets :

- n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier des adjoints administratifs territoriaux.
- n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale.
- n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale.
- n° 2016-1372 du 12 octobre 2016 modifiant, pour la fonction publique territoriale, certaines dispositions générales relatives aux fonctionnaires de catégorie C et divers statuts particuliers de cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie C et B.

Il est proposé au Conseil Municipal la création au tableau des effectifs d'un poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps incomplet (20/35^{èmes}), rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés.

Les crédits seront prévus au budget principal M14 au chapitre 012.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 9 septembre 2019 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 20/09/19
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20190917-59754-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

